

Écrit par LCR

Jeudi, 05 Septembre 2013 21:10 - Mis à jour Jeudi, 05 Septembre 2013 21:14



Dimanche 8 septembre, la veille du vote au congrès étasunien, une série d'organisations pacifistes et de gauche mènent une action "contre une intervention militaire en Syrie et pour une solution politique". La LCR-SAP s'est déjà exprimée clairement contre une possible intervention (voir [notre](#)

[déclaration sur le site](#)

) et appelle donc à participer nombreux à cette action.

Néanmoins, la LCR-SAP-LCR ne peut pas signer la plateforme de cette action.

Premièrement, il nous semble assez fort de café qu'une plateforme d'organisations de gauche, de mouvements de solidarité et de groupes pour la paix ne dise pas un mot du régime syrien qui, par sa répression brutale d'une mobilisation populaire massive du peuple syrien et des Kurdes de Syrie, porte une responsabilité majeure pour les plus de cent mille morts et de deux millions de réfugiés.

Deuxièmement, la plateforme s'oppose à juste titre à la menace grandissante d'intervention des Etats Unis et de la France contre la Syrie. Mais elle ne dit rien sur le soutien des Etats du Golfe, de l'Arabie saoudite et de la Turquie à toutes sortes de milices, en premier lieu à la minorité djihadiste qui tente d'accaparer le soulèvement populaire au profit des ses propres objectifs réactionnaires. Surtout, la plateforme ne dit pas un mot du soutien militaire réel et massif que le régime reçoit depuis tout un temps de la Russie, de la Chine et de l'Iran (dans ce dernier cas aussi via l'envoi de milices et via le soutien militaire très important du Hezbollah).

Dans le cas de la Russie, de la Chine et de l'Iran, il s'agit à chaque fois, comme pour les USA, la France et leurs alliés régionaux, de pays capitalistes, qui mènent leur propre politique

Écrit par LCR

Jeudi, 05 Septembre 2013 21:10 - Mis à jour Jeudi, 05 Septembre 2013 21:14

impérialiste. Ces pays n'ont évidemment pas la même force sur la scène internationale que les USA (qui ont perdu des plumes au cours de la dernière décennie, en partie du fait de la débâcle en Irak et de la vague révolutionnaire dans le monde arabe, et de la profonde crise économique qui la touche), mais eux aussi agissent en premier lieu pour les intérêts de leurs propres capitalistes et de leur propre caste régnante, et pas pour les droits démocratiques et le droit à l'autodétermination des peuples de Syrie.

Comme alternative à l'intervention impérialiste occidentale, la plateforme se prononce pour "un dialogue et un accord politique (qui) peuvent mener à une fin du conflit en Syrie". Et plus loin: "Des négociations entre les différentes parties impliquées dans le conflit doivent démarrer aussi vite que possible. La Belgique doit se distancer de toute escalade militaire et faire tous les efforts pour parvenir à une solution".

Cette position soulève quelques questions fondamentales:

Sous quelles conditions un dialogue et des négociations peuvent-ils se faire?

Y a-t-il quelque chose à négocier tant que le régime répond à toute forme de résistance de la population – pas seulement la résistance armée: toute forme de résistance- par des bombardements, des attaques aériennes, des offensives de troupes terrestres, des arrestations massives, des tortures et des disparitions des opposants - y compris de simples citoyens, et même des enfants? Et, plus que probablement même, en employant des gaz de combat contre sa propre population? Non, une première condition serait au moins un cessez-le-feu de la part du régime, et que les responsables de ce régime quittent la scène, à commencer par le clan autour de Bachar Al-Assad lui-même.

Il n'est que trop clair aujourd'hui qu'ils n'y sont en rien disposés, et veulent s'accrocher au pouvoir par tous les moyens, y compris les plus cruels. Dans de telles conditions, exiger de parties de l'ASL et de milices locales qui ne sont rien d'autre que des organes d'autodéfense du peuple syrien et du peuple kurde de s'asseoir à la table des négociations, c'est leur demander de se suicider politiquement. Si en plus leur désarmement était posé comme préalable, cela signifierait qu'on demanderait au peuple en lutte et à l'opposition de se laisser abattre par les troupes du régime et de ses alliés.

Écrit par LCR

Jeudi, 05 Septembre 2013 21:10 - Mis à jour Jeudi, 05 Septembre 2013 21:14

Quels parties seraient invitées à la table des négociations?

Le régime syrien et les différents groupes d'opposition armés et non armés (pas seulement l'ASL qui n'est en fait qu'un nom rassembleur, mais aussi les djihadistes de tout bord?), le mouvement national kurde (seulement le DYP, ou aussi d'autres composantes?) Les diverses puissances impérialistes plus ou moins grandes ou petites (USA, France, Grande-Bretagne, Russie, Chine) et leurs divers alliés et bases d'appui dans la région (Turquie, Arabie saoudite, Etats du Golfe, Iran)?

Qui mène les négociations, qui décide?

Le but de la gauche et du mouvement de la paix doit-il être de favoriser un accord entre grandes puissances et dictatures locales par-dessus la tête (voire les corps) des populations syriennes et kurdes?

Il est peut-être bon de rappeler ici les conséquences qu'un deal de ce genre a eues après la première guerre mondiale pour le peuple kurde? Et les conséquences pour le peuple palestinien de l'accord entre les USA et l'URSS débouchant sur la formation d'Israël, en 1948?

Enfin, de quelle "solution" parle-t-on?

Pour la gauche et le mouvement de la paix, la vraie "paix" a toujours signifié autre chose et plus que l'absence de guerre. N'oublions pas que le peuple syrien est descendu dans la rue avant tout pour des revendications sociales et démocratiques, tandis que les Kurdes se battent aussi pour leurs aspirations nationales. Toute "solution" devrait répondre à ces demandes. Le peuple syrien et la population kurde de Syrie doivent pouvoir s'exprimer démocratiquement à ce sujet. Mais c'est justement à cela que le régime s'oppose par les armes!

Bizarrement, la plateforme, qui prétend proposer une alternative, ne s'exprime en rien sur aucune de ces questions. C'est pourquoi cette plateforme nous apparaît surtout comme une tentative peu honnête de regrouper autour du seul refus d'une intervention US des forces qui sont très différentes: d'une part des forces qui ont une attitude plutôt apologétique face au

Écrit par LCR

Jeudi, 05 Septembre 2013 21:10 - Mis à jour Jeudi, 05 Septembre 2013 21:14

régime syrien et à ses alliés internationaux (au nom de "l'anti-impérialisme", de "l'antisionisme", ou du "sécularisme" du régime, ou de son "progressisme"), et d'autre part des courants qui renvoient les deux parties dos à dos du point de vue des responsabilités dans la guerre civile, ignorant ainsi totalement le sérieux déséquilibre des forces, ainsi que la responsabilité écrasante de Bachar-al-Assad dans le conflit. Il n'est pas si facile aujourd'hui à gauche – et heureusement- de plaider ouvertement pour une victoire de la dictature. Peu de forces et d'individus s'y risquent donc ouvertement.

La "solution politique" semble pour le moment n'être rien de plus qu'une feuille de vigne pour cacher les divergences parmi ceux qui sont contre une intervention US. Ce n'est pas une vraie alternative sérieuse.

En même temps, bien peu nombreux sont ceux à gauche et dans le mouvement de la paix aujourd'hui qui tirent la seule conclusion juste: le soutien aux parties populaires et démocratiques de l'opposition, y compris armées, est le seul moyen de parvenir à une véritable solution démocratique et sociale. Y a-t-il une garantie que ces composantes de la résistance l'emportent sur les autres et arrachent la victoire, contre le régime, contre les pressions impérialistes diverses, contre les djihadistes et autres forces réactionnaires? Non. Méritent-elles qu'on se mobilise à leurs côtés pour qu'elles aient une chance? Absolument!

La LCR appelle donc à manifester le 8 septembre autour des revendications suivantes:

Non à toute intervention impérialiste en Syrie!

Droit à l'autodéfense des forces démocratiques en Syrie! Qu'on leur donne des médicaments, des vivres, des moyens de communication et les armes qu'elles demandent!

Pour la victoire de la révolution populaire en Syrie, pour la liberté, la justice sociale et la dignité!

Bachar dégage!

Écrit par LCR

Jeudi, 05 Septembre 2013 21:10 - Mis à jour Jeudi, 05 Septembre 2013 21:14

Nous proposons à toutes les organisations progressistes et individus qui soutiennent ces demandes de nous contacter pour participer ensemble à cette action.

La plateforme des organisateurs se trouve ici: <https://www.facebook.com/events/646914758660376>
Action devant l'ambassade US, Bd du
Régent, Bruxelles (métro Arts Loi), 8 septembre, 17 H.

Ondertekenaars van het platform: Intal - Vrede vzw - COMAC - Comité contre l'ingérence en Syrie - LEF/FGE - PTB/PVDA - PC - BRussells Tribunal - Vredesactie - Curieus Brussel - G3W/M3M - Palestina Solidariteit - MCP - Agir pour la Paix - Comité Surveillance Otan - Kif Kif - CvS - Koerdisch Instituut - Käthe Kollwitz Vredesloop